



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 42 – Du 5 au 11 novembre 2021

En bref

Bangladesh : Prochaine mission du FMI dans le cadre de la revue de l'article IV. Lancement d'une nouvelle base révisée du PIB. Recul des transferts de migrants sur les quatre premiers mois de l'exercice 2021/22.

Bhoutan : En 2020 les transferts des travailleurs migrants ont contribué à 4,8% du PIB. La dette atteint 241 Mds BTN au T1 2021/22.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : 1 000 Mds INR d'exportations de services en 2030 selon le ministre du Commerce. *Politique monétaire* : La RBI mieux préparée à la hausse des taux de la Fed qu'en 2013. Programme de la RBI pour faciliter l'accès au marché des obligations d'État. Rencontre programmée entre la ministre des Finances et les dirigeants des banques publiques indiennes. *Autres informations* : Rencontre virtuelle entre la représentante américaine au commerce et le ministre du Commerce indien. Premier marathon de programmation organisé par la RBI pour le développement des paiements numériques.

Maldives : Introduction d'un salaire minimum.

Népal : Aide de 10 000 NPR pour les foyers pauvres affectés par la pandémie.

Pakistan : Discussions toujours non-concluantes avec le FMI. La fragilité politique d'Imran Khan le met dans une position difficile face au FMI. Retour d'un trend baissier concernant la roupie. GAFI : protestation officielle contre la politisation par l'Inde des débats techniques. GAFI : contrôles accrus de professionnels pouvant être impliqués dans le blanchiment ou le financement du terrorisme. Electricité : le CPEC prêt à s'engager à réaliser 6 nouvelles IPP si le Pakistan s'engage sur les contrats d'achat d'électricité et paie ses dettes. Le retard du projet et le financement de la ligne ferroviaire Karachi-Peshawar, reflet du manque de confiance entre Imran Khan et la partie chinoise en charge du CPEC ? Gaz : une facture alourdie en perspective.

Sri Lanka : Extension de la suppression du contrôle des prix à de nouveaux produits. Chute continue des réserves en octobre. Point d'étape sur les mesures prises dans le cadre du Covid-19.

Bangladesh

Prochaine mission du FMI dans le cadre de la revue de l'article IV

La prochaine revue annuelle au titre de l'article IV est prévue du 5 au 15 décembre; les cinq points d'attention principaux portent sur les progrès enregistrés dans la collecte fiscale, la réforme des régimes de subvention et de contrôle des prix (notamment des carburants) et celle du système bancaire (marqué par la persistance de taux élevés de prêts non performants), le régime de taux de change, et la campagne de vaccination anti-Covid.

La dernière revue s'est tenue en décembre 2019, quelques mois avant le déclenchement de la pandémie.

Le Fonds a par ailleurs insisté dans un récent rapport sur la nécessaire indépendance de la Banque centrale, et notamment plaidé pour que les trois administrateurs (sur huit) nommés par le gouvernement ne siègent plus. Une plus grande transparence dans la sélection des cabinets d'audit est également souhaitée.

Lancement d'une nouvelle base révisée du PIB

Le Bureau des Statistiques (BBS) a mis en place une nouvelle base révisée de calcul du PIB. Elle utilise le nouveau Système de comptes nationaux 2008 (*System Of National Accounting*) et prend l'année fiscale 2015/16 comme base de référence; effective au 1^{er} juillet 2020 (année fiscale 2020/21), elle détaille désormais 21 secteurs d'activité contre 15 précédemment. Dans l'agriculture, 22 nouvelles récoltes ont été incluses portant la collecte de données à 144 produits, et dans l'industrie, sont désormais couverts les entrepôts frigorifiques, le démantèlement des navires et la collecte des déchets ménagers; enfin, les services distinguent désormais le transport aérien public et privé, les services privés de santé, le co-voiturage, les services financiers mobiles et les réseaux d'agents bancaires (*Agent Banking*). Enfin, les

créations de grandes entreprises dans les secteurs déjà couverts (énergie, banques, immobilier, etc.) ont été intégrées. Par ailleurs, la nouvelle base est appliquée au calcul de l'inflation et de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Cette révision s'est traduite par une baisse des niveaux de croissance relevés ces cinq dernières années, les écarts étant cependant minimes (0,04 à 0,06 points de pourcentage) sur les deux derniers exercices.

A l'inverse, le nouveau mode de calcul porte le PIB pour l'année 2020/21 à 409 Mds USD (prix courants avec un taux de change de 85 BDT pour 1 USD, contre 354 Mds USD avec l'ancienne base, et le revenu par habitant atteint 2554 USD contre 2227 USD, soit une hausse respective de 15,5% et 14,7%.

La dernière révision, qui était intervenue en 2013 (l'année 2005/2006 remplaçant l'année fiscale 1995/1996), s'était traduite par une hausse de près de 12% du PIB.

Le BBS souhaiterait pouvoir ramener des 10 ans actuels à 5 ans le délai de révision, pour davantage anticiper l'évolution de l'économie, et prévoit de publier un PIB trimestriel à partir du 1^{er} juillet 2022.

Taux de croissance du PIB révisés

Base	FY 2017	FY 2018	FY 2019	FY 2020	FY 2021
2015/2016	6,59%	7,32%	7,80%	3,45%	5,43%
2005/2006	7,28%	7,86%	8,15%	3,51%	5,47%
écart	0,69%	0,54%	0,35%	0,06%	0,04%

Source : BBS

Cette révision, saluée par tous les économistes, permet au Bangladesh de présenter un portrait plus proche de la réalité de son économie et de sa comptabilité nationale. Le Bangladesh est désormais en pointe parmi les huit pays d'Asie du sud regroupés dans la SAARC pour l'année de référence de sa comptabilité nationale; il devance les Maldives (2014), l'Inde (2011/12) et Sri-Lanka (2010), le Pakistan restant derrière (2005/06).

Recul des transferts de migrants sur les quatre premiers mois de l'exercice 2021/22.

Les transferts de fonds de la part des expatriés se sont élevés à 7,05 Mds USD sur la période juillet-octobre 2021 contre 6,71 Mds USD en g.a., marquant ainsi un recul de 20%, d'un niveau comparable aux mois précédents.

Le tassement est perceptible depuis le mois de mai, qui correspondait à un niveau record de 2,17 Mds USD. Il ne suscite pas d'inquiétude particulière, compte tenu de la remontée des cours mondiaux des hydrocarbures, gage de recettes pour les pays du Golfe qui accueillent l'essentiel des nouveaux flux de migrants, et du niveau élevé des transferts observés ces trois dernières années.

L'exercice 2020/21 s'est clos fin juin avec un nouveau montant record de 24,8 Mds USD (+36%), contre 18,2 Mds USD en 2019/20 (+10,9%) et 16,5 Mds USD en 2018/19.

Selon la *Bangladesh Bank*, les transferts des migrants devraient se situer autour de 29 Mds USD sur l'exercice fiscal 2021/22.

Plus de 318 000 nouveaux travailleurs migrants sont partis de janvier à septembre 2021, contre 217 000 durant l'année 2020, et 700 000 en 2019, selon le *Bureau of Manpower, Employment and Training* (BMET). La demande s'est sensiblement accrue de la part des Emirats Arabes Unis et de l'Arabie saoudite (qui a porté fin septembre de 30 à 40% le quota réservé au Bangladesh, portant la demande à 100 000 personnes). La Corée du sud vient récemment de rouvrir ses frontières, fermées depuis juin 2020, aux travailleurs bangladais. L'association professionnelle des agences de recrutement BAIRA estime que 500 000 travailleurs pourraient partir en 2021 si la tendance actuelle se confirme.

Bhoutan

En 2020 les transferts des travailleurs migrants ont contribué à 4,8% du PIB

Les transferts des travailleurs migrants ont atteint 8,3 Mds BTN (112 M USD) et contribué à 4,8% du PIB, soit davantage que les transferts combinés des trois dernières années (1,9 Md BTN en 2017, 3 Mds BTN en 2018 et 2,8 Mds BTN en 2019, selon les chiffres de la Banque centrale). La hausse de ces transferts peut s'expliquer par (i) le soutien renforcé des travailleurs expatriés à leur famille confrontée à la pandémie (ii) le retour anticipé des travailleurs et de leurs économies au pays, (iii) ou encore le recours accru aux canaux formels, en raison de la fermeture des frontières.

La dette atteint 241 Mds BTN au T1 2021/22

La dette publique totale atteint 241 Mds BTN (3,2 Mds USD) fin septembre, soit à l'issue du premier trimestre de l'exercice en cours (juil. – juin). La dette est ainsi en hausse de 1,3% par rapport au T4 2020/21 où elle représentait 238 Mds BTN et compte pour 127,4% du PIB bhoutanais estimé pour 2021/22 contre 120,7% en 2019/20.

Malgré des ratios élevés, la dette présente un risque moindre que son niveau apparent ne l'indique : elle est majoritairement externe et liée au développement de centrales hydro-électriques (72% du total de la dette publique), financées en partenariat avec l'Inde alors que l'indexation de la monnaie bhoutanaise au pair avec la roupie indienne réduit les risques de change. La dette extérieure non hydroélectrique (24,6% du PIB en juin 2020) est principalement constituée de passifs concession-nels auprès de la Banque asiatique de développement (BAsD) et de l'Association internationale de développement (IDA, groupe Banque mondiale). En outre, 95% de la dette est à long terme et la dette intérieure est faible, seulement 2,2% du PIB.

En revanche, si le risque résultant de la dette est faible, son augmentation et son remboursement à terme constituent un défi pour la relance de l'économie du royaume himalayen. En effet, le ratio service de la dette sur exportations est

attendu en hausse de 11,7% en 2020/21 à 21,2% en 2021/22.

Inde

Indicateurs macro-économiques

1 000 Mds INR d'exportations de services en 2030 selon le ministre du Commerce

Selon les déclarations du ministre du Commerce à l'occasion du *Services Export Promotion Council – Global Services Conclave 2021* à Delhi, l'Inde pourrait atteindre la cible de 1 000 Mds INR (13,5 Mds USD) d'exportations de services d'ici 2030. Selon le ministre, les services constituent le moteur de la croissance de l'économie indienne, représentent 26 M d'emplois et contribuent aux exportations indiennes à hauteur de 40%. Le secteur des services est aussi le premier récipiendaire d'IDE avec 53% des IDE captés depuis 2000. En 2020 l'Inde était le 7^{ème} exportateur de services.

Si les services sont effectivement l'un des moteurs de l'économie, ils présentent néanmoins plusieurs fragilités: à la différence de l'industrie, ils ne pourront pas absorber les 10 millions de nouveaux entrants chaque année (données CMIE) et ont été durement touchés par la pandémie, en particulier le tourisme, l'hôtellerie et la restauration.

Politique monétaire

La RBI mieux préparée à la hausse des taux de la Fed qu'en 2013

Le gouverneur de la Banque centrale a déclaré, à l'occasion du *Business Standard-BFSI Summit* que l'économie indienne était mieux armée face à un potentiel *tanper tantrum*, c'est-à-dire une hausse des taux de la Réserve Fédérale américaine. Selon le gouverneur, les perspectives de croissance demeurent solides (+9,5% pour 2021-2022), les réserves importantes (640 Md USD). le gouverneur a par ailleurs assuré le gouvernement du soutien de la RBI en vue de

relancer l'économie. Le gouverneur anticipe un taux d'inflation de 5,3% pour 2021/22 et rappelle l'engagement de la RBI à contenir l'inflation en dessous de 6%.

Programme de la RBI pour faciliter l'accès au marché des obligations d'État

La RBI a lancé le *RBI Retail Direct* et les *Reserve Bank Integrated Ombudsman Schemes* dans le but de faciliter l'accès des investisseurs particuliers au marché des obligations d'État et d'en améliorer le mécanisme de règlement des différends. La part de titres publics détenus par les ménages est négligeable.

Selon la RBI, le programme *Retail Direct* doit offrir un canal sûr, simple et direct pour investir dans des titres d'Etat parmi lesquels: les *Central Government securities*, *Treasury bills*, *State Development Loans* et les *Sovereign Gold Bonds*.

Le portail est accompagné de trois programmes de traitement des différends entre les participants au programme (particuliers, banques et institutions financières non bancaires): un système de médiation bancaire (*Banking Ombudsman Scheme*), un autre pour les institutions financières non bancaires et enfin celui destiné aux transactions numériques.

Rencontre programmée entre la ministre des Finances et les dirigeants des banques publiques indiennes

Une conférence de deux jours, prévue les 17 et 18 novembre, devrait réunir autour de Mme Sitharaman, ministre des Finances, les dirigeants de toutes les banques publiques, au nombre de douze, ainsi que des représentants des banques privées (HDFC Bank, ICICI Bank, Kotak Mahindra Bank) et d'autres institutions financières (NBFC notamment). Le thème de la conférence porte sur les éléments de friction du canal du crédit et les moyens de redynamiser les flux de crédit au secteur productif. Pour mémoire, malgré la reprise en cours, les encours de crédit progressent à un rythme inférieur à celui de l'inflation, tendance qui devrait se prolonger, notamment pour les banques du secteur public, qui devront apurer leurs portefeuilles de créances douteuses. Des représentants d'autres

ministères (infrastructures, agriculture) participeront également à la conférence présidée par la ministre ; une réunion de même nature avait déjà eu lieu autour de la ministre le 25 août dernier.

Autres informations

Rencontre virtuelle entre la représentante américaine au commerce et le ministre du Commerce indien

Les deux parties se sont virtuellement entretenues à l'occasion de la visite prévue fin novembre de la représentante américaine en Inde. Selon la déclaration conjointe, elles sont convenues d'examiner de manière approfondie les moyens de développer leurs relations commerciales bilatérales et ont partagé leurs points de vue sur la manière d'obtenir des résultats significatifs lors de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, du 30 novembre au 3 décembre à Genève.

La représentante au commerce (*Trade Representative*) et la vice-représentante (*Deputy Trade Representative*) sont attendues à Tokyo, Séoul et New Delhi pour discuter de l'engagement des États-Unis dans la région Indo-pacifique et renforcer les relations commerciales et économiques.

Premier marathon de programmation organisé par la RBI pour le développement des paiements numériques

La Banque centrale indienne a annoncé l'organisation du premier *hackathon* ou marathon de programmation, une compétition entre programmeurs informatiques. Ainsi, le *HaRBInger 2021 – Innovation for Transformation* aura pour thème les paiements numériques (*smarter digital payments*) et pour objectif de : faciliter l'accès, améliorer l'expérience client et la sécurité des paiements numériques. Le premier prix est de 4 M INR (53 800 USD).

Maldives

Introduction d'un salaire minimum

Le tout premier salaire minimum aux Maldives sera appliqué dès janvier 2022 en fonction de la classification des entreprises : 21,63 MVR/h soit 4500 MVR (292 USD) par mois pour les petites entreprises, 33,65 MVR/h soit 7 000 MVR (454 USD) par mois pour les entreprises moyennes et la fonction publique, 38,46 MVR/h soit 8000 MVR (519 USD) pour les grandes entreprises. 33 500 Maldiviens sont directement concernés, dont plus de la moitié des effectifs du secteur public. La mesure ne s'applique par contre pas aux travailleurs expatriés. Les rémunérations accordées aux salariés des petites et grandes entreprises sont en-dessous des recommandations formulées en octobre par le Minimum Wage Board (respectivement 24,04 MVR par heure soit 5 000 MVR par mois et 42,79 MVR par heure soit 8 900 MVR par mois). Le gouvernement entend par ailleurs lancer un régime de chômage en 2022 et évalue la possibilité d'étendre de six à huit le nombre d'heures travaillées par jour dans la fonction publique.

Népal

Aide de 10 000 NPR pour les foyers pauvres affectés par la pandémie

Dans une note publique, le ministère des Finances a appelé les foyers pauvres dont les finances ont été grevées par la pandémie à souscrire une aide de 10 000 NPR par foyer (83,6 USD). Cette aide ne s'adresse qu'aux personnes qui ne sont pas déjà incluses dans le programme gouvernemental de sécurité sociale. Cette annonce avait déjà été faite en septembre à près de 500 000 foyers concernés, en particulier ceux dont les membres avaient perdu leur emploi en raison de la crise, l'aide aurait dû être distribuée avant le festival de Dashain la semaine dernière mais a été retardée en raison de difficultés administratives.

Pakistan

Discussions toujours non-concluantes avec le FMI

Après la clôture des discussions entre le FMI et le Pakistan le 21 octobre dernier, le Premier ministre souhaiterait obtenir du FMI un délai de quelques mois concernant la question de l'indépendance totale du gouverneur de la Banque centrale. Le Premier ministre a indiqué que cette question posait un problème de nature constitutionnelle. Le FMI est consterné que le fait que la question des conditions de l'autonomie de la Banque centrale constitue un point de blocage car la délégation pakistanaise n'y avait pas fait objection en mars 2021. En termes de communication, le Premier ministre appelle les Pakistanais de l'étranger à des actes de solidarité avec la mère-patrie qui permettraient au Pakistan de pouvoir se passer du FMI. Le gouvernement prendrait même en considération l'annonce de la BAsD de fournir 10 Mds USD d'aide supplémentaire au Pakistan au cours des cinq prochaines années (pour divers projets de développement dans les domaines des services urbains, de la réduction des risques de catastrophe) pour un éventuel crédit-relais face aux discussions infructueuses avec le FMI.

La fragilité politique d'Imran Khan le met dans une position difficile face au FMI

L'origine de ce qui pourrait devenir une impasse avec le FMI est politique. En effet, les deux partis en coalition avec le parti du Premier ministre (le PTI) ne sont pas d'accord avec les projets de loi qui sont présentés à l'assemblée nationale. Le Gouvernement fixe au 17 décembre le vote concernant l'accord avec le FMI. Le gouvernement a informé le FMI qu'il lui manquait la majorité des deux tiers pour obtenir l'approbation du projet de loi modifiant le statut de la banque centrale. A l'assemblée nationale certains députés avancent que l'assemblée pourrait avoir besoin de plusieurs mois supplémentaires (mai 2022).

Dans cette situation de blocage préoccupante, dans la mesure où la dette publique du pays est à près de 50% à très court terme (entre un et trois

ans), certains éditorialistes pensent qu'un changement politique majeur tel qu'une dissolution de l'Assemblée nationale (qui nécessite l'accord du Président de la république) ou un changement de majorité après un vote de confiance suscité par le Premier ministre, pourrait avoir lieu.

Retour d'un trend baissier concernant la roupie

1 USD = 175,736 en intraday au 11/11/2021 (contre 170,46 PKR le 3/11). Cependant, le PSX n'est pas affecté par le non-accord avec le FMI. Il a clôturé le 11 novembre à 46 399,91 contre 44 051 points le 12 octobre.

GAFI: protestation officielle contre la politisation par l'Inde des débats techniques

Faisant suite à des propos du ministre indien des Affaires étrangères qui se serait félicité du fait que le gouvernement du BJP avait veillé à ce que le Pakistan reste sur la « liste grise » du Groupe d'action financière (GAFI), le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a déclaré que le Pakistan était préoccupé par la politisation des débats internes au GAFI du fait de l'action de certains pays, ce qui n'est pas conforme à la nature technique des questions discutées dans cette institution. La presse relève qu'une lettre de protestation aurait été à cet égard envoyée au GAFI.

GAFI: Contrôles accrus de professionnels pouvant être impliqués dans le blanchiment ou le financement du terrorisme

Le *Federal Board of Revenue* (FBR) a intensifié les inspections sur site et hors site et a imposé de lourdes amendes pour non-conformité contre des promoteurs et agents immobiliers, des agents impliqués dans la vente de l'or, des marchands de pierres précieuses, des avocats, des notaires et des comptables.

Le FBR a lancé une application mobile personnalisable permettant d'enregistrer les « Designated Non-Financial Businesses and Professions » (DNFBPs). Un communiqué du FBR annonce que l'application permettra de passer

au crible des personnes coupables de transactions suspectes (SRT).

Le FBR a annoncé que cette recommandation du plan d'action du GAFI serait complètement appliquée avant l'échéance de septembre 2022.

Electricité : le CPEC prêt à s'engager à réaliser 6 nouvelles IPP si le Pakistan s'engage sur les contrats d'achat d'électricité et paie ses dettes

M. Mansoor, l'assistant spécial chargé du CPEC auprès du Premier Ministre a demandé solennellement lors d'une conférence de presse consacrée aux financements chinois de mener à bien six projets énergétiques (d'un montant de 5 Mds USD) et notamment des programmes prioritaires des centrales électriques de Gwadar, de Karot et de Kohala.

De gros problèmes au niveau de la centrale électrique à charbon de Gaddani (région de Karachi) construite par les Chinois sont signalés. La non-construction par la partie chinoise des projets des deux centrales à charbon du Penjab (Rahim Yar Khan et la centrale de Muzaffargarh) est également rappelée par M.Mansoor. Le Ministre indique que la non-construction, voire l'échec de ces projets pourrait compromettre les objectifs économiques des zones industrielles spéciales.

La partie chinoise recherche (i) des garanties sur le prix d'achat de l'électricité des IPP et (ii) un assainissement de la situation financière du secteur énergétique (question de « dette circulaire », le Gouvernement n'a pas débloqué la dette de 550 MUSD due aux IPP chinoises (aux termes de l'accord du contrat d'achat défini au moment de la signature des concessions).

Le retard du projet et le financement de la ligne ferroviaire Karachi-Peshawar, reflet du manque de confiance entre Imran Khan et la partie chinoise en charge du CPEC ?

L'assistant spécial du Premier ministre chargé du CPEC est préoccupé par le retard de 4 années sur le projet de modernisation de la ligne Karachi-Peshawar de 1733 km (ML-I) d'un montant d'au moins 6,8 Mds USD (évaluation basse du projet). Le Pakistan annonce qu'il est ouvert à des

conditions d'emprunt de 2% (au lieu de 1% convenu précédemment) à 50% en USD et à 50% en renminbi et que le pays s'engageait à fournir un niveau de sécurité optimal aux employés chinois qui allaient travailler sur ce projet. Les analystes considèrent que la non-progression de ce projet depuis illustre le manque de confiance existant entre le Premier ministre Imran Khan et la partie chinoise.

Gaz : une facture alourdie en perspective.

Le Pakistan va devoir effectuer un règlement au prix fort (35 USD le MMBTU) de la cargaison de deux méthaniers fournis par Qatar Energy, laquelle se substitue aux achats de l'ENI et de la société de trading qui avaient été redirigés à des clients plus offrants la semaine dernière.

Sri Lanka

Extension de la suppression du contrôle des prix à de nouveaux produits

La *Consumer Affairs Authority* a levé le plafonnement des prix de plusieurs biens de consommation (sucre blanc et brun, poulet, dhal (lentilles), poisson en conserve, poisson séché et sprat, pommes de terre, maïs, gros oignons, farine de blé, poudre de lait entier, noix de coco, pois chiches, haricot mungo). Cette mesure fait suite à une première levée des prix survenue début octobre et concernant d'autres biens de consommation courante comme le riz, la farine de blé, le gaz de cuisson ou l'essence. La CAA entend remédier aux pénuries en favorisant l'offre, le contrôle des prix ayant conduit les importateurs/distributeurs à arrêter leurs achats et à stocker leurs marchandises. Confronté au mécontentement de la population, le ministre des Finances a par ailleurs réduit la taxe sur le riz importé de 65 à 25 roupies sri lankaises par kilo.

Chute continue des réserves en octobre

Les réserves chutent en octobre à 2,3 Mds USD, soit 1,4 mois d'exportation. Elles sont en baisse de 437 M USD (-16,2%) par rapport à fin septembre, date à laquelle elles atteignaient 2,7

Mds USD, soit 1,7 mois d'exportation. Les réserves s'élevaient encore à 5,9 Mds USD en octobre 2020, ce qui implique une baisse en glissement annuel de 61%. Elles poursuivent leur chute du fait d'un déficit commercial élevé (-5,5 Mds USD entre janvier et août 2021), de faibles transferts de devises par les travailleurs migrants (353,2 M USD en septembre 2021, -49,7% en g.a.), et des besoins de financement de la dette externe (4,4 Mds USD par an entre 2021 et 2025). La Banque centrale et le gouvernement multiplient les initiatives pour en rehausser le niveau : recherche de financements extérieurs, conversion obligatoire des recettes des exportateurs, ou incitation à l'envoi de devises par les travailleurs à l'étranger. La Banque centrale a ainsi annoncé travailler avec le gouvernement à un paquet d'avantages (prestations de retraite, d'assurance, facilités bancaires et franchises de droits de douanes) pour ces derniers s'ils recourent pour leurs envois de devises aux canaux officiels. Une application, SL-Remit, doit aussi voir le jour pour faciliter les modalités.

Point d'étape sur les mesures prises dans le cadre du Covid-19

La Banque centrale (CBSL) indique que 2,9 millions de requêtes pour des moratoires sur les dettes ont abouti depuis le début de la pandémie, couvrant 4 083,8 Mds LKR (20,2 Mds

USD). Ces concessions ont été étendues jusqu'au 31.12.2021 par les banques agréées et jusqu'au 31.03.2022 par les institutions financières non bancaires. La CBSL a également introduit le Saubagya COVID-19 Renaissance Loan Scheme Facility (SCRF) pour fournir des facilités de fonds de roulement à un taux d'intérêt de 4% par an, avec une période de remboursement de 24 mois – depuis étendue à 36 mois –, dont une période de grâce de 6 mois. 62 574 demandes ont été traitées et 179,3 Mds LKR (885,1 M USD) ont été débloqués, et un moratoire sur la dette contractée dans le cadre du SCRF a été accordé jusqu'au 31 décembre 2021. La CBSL a également demandé aux institutions financières d'accorder d'autres concessions, dont des restructurations des facilités de crédit existantes, des renoncements aux intérêts, aux frais de règlement anticipé et aux intérêts pénéaux courus, la suppression ou suspension d'autres frais (retours de chèques, oppositions, retards de paiement, etc.). La CBSL a par ailleurs prévu dans sa feuille de route annoncée début octobre un soutien de 15 Mds LKR (74 M USD) visant à soulager les PME de leurs intérêts courus.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Négative	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	-	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international